Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 29 décembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification de l'article 123 sexies du Code pénal", a donné en sa séance du 22 janvier 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e December 1950 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van artikel 123 sexies van het Wetboek van strafrecht", heeft ter zitting van 22 Januari 1951 het volgend advies gegeven :

Différentes dispositions - l'arrêté-loi du 6 mai 1944, l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, la loi du 14 juin 1948 - ont prévu successivement la déchéance soit de plein droit et à perpétuité, soit facultative en tout ou en partie, des droits énumérés à l'article 123 sexies du Code pénal, c'est-à-dire :

A. droits énumérés à l'article 31 du Code pénal :

1° de remplir des fonctions, emplois ou offices publics;
2° de vote, d'élection, d'éligibilité;
3° de porter aucune décoration, aucun titre de noblesse;
4° d'être juré, expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements;
5° de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être appelé aux fonctions de tuteur, subrogé tuteur ou curateur, si ce n'est de leurs enfants et sur l'avis conforme du conseil de famille; comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire;
6° de port d'armes, de faire partie de la garde civique ou de servir dans l'armée;

B. droits énumérés aux littéras b à j, de l'article 2, 1°, de l'arrêté-loi du 6 mai 1944 :

1° d'être inscrit sur l'un des tableaux de l'ordre des avocats, sur une liste des avocats honoraires ou sur une liste des avocats stagiaires;
2° de participer à quelque titre que ce soit à un enseignement donné dans un établissement public ou privé;
3° d'être rémunéré par l'Etat en qualité de ministre d'un culte;
4° de participer, à quelque titre que ce soit, à l'exploitation, à l'administration, à la rédaction, à

.../...

l'impression ou à la diffusion d'un journal ou de toute publication;

5° de participer à la direction ou à l'administration de toute manifestation culturelle, philanthropique et sportive, ou de tout divertissement public;

6° de participer à l'exploitation, à l'administration ou d'une manière quelconque à l'activité de toute entreprise ayant pour objet les spectacles de théâtre, la cinématographie ou la radiodiffusion;

7° d'exercer la fonction d'administrateur, de commissaire, de gérant ou de fondé de pouvoirs dans une société anonyme, une société en commandite par actions, une société coopérative ou une union du crédit; la fonction de préposé à la gestion d'un établissement belge prévue par l'article 198, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales; la profession d'agent de change, d'agent de change correspondant ou de reviseur de banque, la profession de banquier, les fonctions de gérant, administrateur, directeur ou fondé de pouvoirs d'une banque telle qu'elle est définie par l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, les fonctions de préposé à la gestion des sièges d'opérations en Belgique des banques étrangères visées par l'article 6 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935;

8° de participer à un titre quelconque à l'administration, la gérance ou la direction d'une association professionnelle ou d'une association sans but lucratif;

9° d'être dirigeant d'une association politique.

L'exposé des motifs accompagnant le projet constate que l'expérience a révélé que ces mesures sont excessives, qu'elles constituent un handicap sérieux au reclassement du condamné libéré, qu'elles frappent

.../...

beaucoup plus durement certaines professions que d'autres, qu'elles ne visent pas seulement les fonctions dirigeantes mais parfois même les emplois subalternes.

Pour ces raisons, le projet de loi tend à modifier l'article 123 sexies du Code pénal en ne laissant subsister que les déchéances relatives à la vie publique et politique.

I.

Il est de principe que la loi ne régit que les situations nées postérieurement à son entrée en vigueur.

Le législateur peut toutefois déroger à cette règle et faire régir par une loi nouvelle des situations nées sous l'empire d'une loi ancienne mais qui continuent leurs effets sous la loi nouvelle. Il importe, dans ce cas, que la volonté du législateur apparaisse clairement.

Le Gouvernement entend faire bénéficier de la modification de l'article 123 sexies non seulement les personnes condamnées postérieurement à la mise en vigueur de la loi, mais aussi celles qui ont fait l'objet d'une décision antérieure.

Le Conseil d'Etat propose d'exprimer cette volonté d'une manière expresse.

.../...

II.

Certaines personnes ont été frappées de la déchéance des droits énumérés à l'article 123 sexies du Code pénal par application de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et de la loi du 14 juin 1948 relatifs à l'épuration civique.

Le Conseil d'Etat constate , par l'exposé des motifs, que le nouvel article 123 sexies du Code pénal aura une répercussion sur les dispositions de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, en tant qu'elles se réfèrent à l'article 123 sexies du Code pénal. Dès lors, les personnes qui auraient encouru, en vertu de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et de la loi du 14 juin 1948,les déchéances de droits énumérés à l'article 123 sexies seraient relevées des déchéances autres que celles maintenues par le nouvel article 123 sexies.

Le Conseil d'Etat propose, comme dans le cas précédent, d'exprimer cette volonté d'une façon expresse.

III.

Selon le rapport au Conseil des ministres précédant l'arrêté-loi du 6 mai 1944, la déchéance de droits fondée sur l'article 123 sexies du Code pénal est une "mesure de nature civile, née de la loi elle-même ".

L'article 123 sexies s'est référé à l'article 31 du Code pénal pour déterminer certaines déchéances encourues de plein droit; il n'a cependant pas entendu supprimer l'application de l'article 31, de sorte que les tribunaux ont continué à prononcer comme peines des interdictions qui coïncident avec des déchéances prévues de plein droit.

.../...

L'interdiction des droits frappant un condamné par application de l'article 31 du Code pénal étant une peine, le Roi peut gracier celui qui en a été frappé. Au contraire, la déchéance des droits fondée sur l'article 123 sexies étant une mesure civile, elle ne peut faire l'objet de cette mesure de clémence.

Le projet de loi ne reproduit plus sous le littera a, 1°, 2°, 3°, 4° et 5° que les dispositions qui figurent sous les n^{os} 1°, 2°, 3°, 4° (pour partie) et 6° de l'article 31; il en résulte que les droits repris sous le nouvel article 123 sexies gardent leur caractère "de mesure de nature civile", tandis que les droits qui en sont exclus n'auront plus que le caractère de peine.

Les personnes qui ont été condamnées à l'interdiction de ces derniers droits ne pourront en recouvrer l'exercice que par l'effet d'une mesure de grâce.

IV.

Le littera d, de l'article unique du projet de loi prononce la déchéance "du droit d'être dirigeant d'une association politique". Ces termes repris de l'arrêté-loi du 6 mai 1944, article 2, 1°, j, manquent de précision.

Le rapport au Conseil des ministres qui précède cet arrêté-loi n'en donne aucun commentaire. Il serait utile que le législateur précise la portée de cette interdiction.

.../...

V.

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter au projet l'article suivant :

Article 2.-

L'application de la présente loi s'étend aux personnes qui, avant son entrée en vigueur, ont été frappées des interdictions ou déchéances énumérées par l'article 123 sexies ancien.

VI.

Le Conseil d'Etat propose, en outre, les modifications suivantes qui ne nécessitent pas d'explication :

1° remplacer dans l'intitulé les mots "portant modification" par le mot "modifiant";

2° remplacer les mots "Article unique" par les mots : "Article 1er";

3° rédiger la disposition liminaire de l'article 1er comme suit :
"L'article 123 sexies du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :
Article 123 sexies ...".

Verschillende bepalingen - de besluitwet van 6 Mei 1944, de besluitwet van 19 September 1945, de wet van 14 Juni 1948 - hebben achtereenvolgens ingevoerd de vervallenverklaring, hetzij levenslange en van rechtswege, hetzij geheel of gedeeltelijk facultatief van de rechten opgesomd in artikel 123 sexies van het Strafwetboek, dit wil zeggen :

A. de rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek :

1° het recht om openbare ambten, bedieningen of diensten waar te nemen;

2° het recht om te stemmen, te kiezen, verkozen te worden;

3° het recht om enig ereteken, enige titel van adel te dragen;

4° het recht om gezworene of deskundige te zijn, om als getuige in of over akten te staan, om in rechten getuigenis af te leggen, tenzij om er enkel inlichtingen te geven;

5° het recht om van enige familieraad deel uit te maken, om geroepen te worden tot het ambt van voogd, toeziende voogd of curator, tenzij over hun eigen kinderen en op het eensluidend advies van de familieraad,alsook om het ambt van gerechtelijk raadsman of voorlopig bewindvoerder weer te nemen;

6° het recht om wapenen te dragen, deel uit te maken van de burgerwacht of te dienen bij het leger;

B. de rechten opgesomd in de littera's b tot j, artikel 2, 1°, van de besluitwet van 6 Mei 1944 :

1° het recht om ingeschreven te worden op een der tabellen van de orde der advocaten, op een lijst der ereadvocaten of op een lijst der stagedoende advocaten;

.../...

2° het recht om op eender welke wijze deel te nemen aan in een openbare of private instelling gegeven onderwijs;

3° het recht om als bedienaar van een eredienst door de Staat bezoldigd te worden;

4° het recht om op eender welke wijze deel te nemen hetzij aan de exploitatie, het beheer, de redactie of het drukken of verspreiden van een dagblad of eender welke publicatie;

5° het recht om deel te nemen aan de directie of het bestuur van elke culturele, liefdadige of sportieve gebeurtenis of van alle openbare vermakelijkheden;

6° het recht om deel te nemen aan de exploitatie, het bestuur of op om eender welke wijze aan de bedrijvigheid van elke onderneming die toneelvoorstellingen, kinematographie of radio-uitzendingen voor doel heeft;

7° het recht om het ambt waar te nemen van beheerder, commissaris, zaakwaarnemer of gevolmachtigde in een naamloze vennootschap, een commanditaire vennootschap op aandelen, een samenwerkende vennootschap of een credietvereniging; de betrekking van aangestelde voor het beheer van een Belgische inrichting, voorzien bij artikel 198, alinea 2, van de samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen; het beroep van wisselagent, wisselagent-correspondent of bankrevisor, het beroep van bankier, het ambt van zaakwaarnemer, beheerder, directeur of gevolmachtigde van een bank zoals bepaald in het koninklijk besluit nr 185 van 9 Juli 1935, de betrekking van aangestelde voor het beheer der in België gevestigde werkzetels van de vreemde banken bedoeld bij artikel 6 van het koninklijk besluit nr 185 van 9 Juli 1935;

8° het recht om op eender welke wijze deel te nemen aan het bestuur, het beheer of de directie van een beroepsvereniging zonder winstoogmerken;

9° het recht om leider ener politieke vereniging te zijn.

.../...

De memorie van toelichting bij het ontwerp stelt vast dat uit de ervaring is gebleken dat die maatregelen overdreven zijn, dat zij een ernstig handicap voor de reclassering van de invrijheidgestelde veroordeelde zijn, dat zij sommige beroepen veel zwaarder treffen dan andere, dat zij niet alleen op de leidende betrekkingen slaan doch somtijds zelfs op de ondergeschikte bedieningen.

Om deze redenen,wijzigt het ontwerp van wet artikel 123 sexies van het Strafwetboek en laat het enkel de vervallenverklaringen betreffende het openbare en politieke leven bestaan.

I.

Het is een principe dat de wet enkel geldt voor de toestanden die na haar inwerkingtreding zijn ontstaan.

De wetgever kan evenwel van deze regel afwijken en bepalen dat een nieuwe wet geldt voor toestanden die onder de gelding van een vroegere wet zijn ontstaan doch die onder de nieuwe wet nog verder gevolg hebben. In zodanig geval dient echter de bedoeling van de wetgever duidelijk uit te komen.

De Regering wil de wijziging van artikel 123 sexies toepasselijk maken niet alleen op hen die na de inwerkingtreding van de wet zijn veroordeeld, doch ook op hen die door een vroegere beslissing werden getroffen.

De Raad van State stelt voor,die wil uitdrukkelijk te formuleren.

.../...

II.

Bij toepassing van de besluitwet van 19 September 1945 en van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw, werden sommige personen ontzet uit de rechten opgesomd bij artikel 123 sexies van het Strafwetboek.

De Raad van State stelt uit de memorie van toelichting vast dat het nieuw artikel 123 sexies van het Strafwetboek een terugslag zal hebben op de bepalingen van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw, voor zover zij naar artikel 123 sexies van het Strafwetboek verwijzen. Dienvolgens zouden de personen die krachtens de besluitwet van 19 September 1945 en de wet van 14 Juni 1948 uit de rechten opgesomd bij artikel 123 sexies ontzet zijn, ontheven worden van de vervallenverklaringen die in het nieuw artikel 123 sexies niet zijn gehandhaafd.

De Raad van State stelt voor, zoals in het voorgaande geval, die wil uitdrukkelijk te formuleren.

III.

Volgens het verslag aan de Raad van ministers, dat de besluitwet van 6 Mei 1944 voorafgaat, is het verval van rechten gegrond op artikel 123 sexies van het Strafwetboek "een maatregel van burgerlijke aard, ontstaan uit de wet zelf".

Artikel 123 sexies heeft naar artikel 31 van het Strafwetboek verwezen om sommige van rechtswege opgelopen vervallenverklaringen te bepalen ; het heeft echter de toepassing van artikel 31 niet willen afschaffen, zodat de rechtbanken verder ontzettingen die met van rechtswege gestelde vervallenverklaringen samenvallen, als straf hebben uitgesproken.

.../...

Daar de ontzetting uit rechten, bij toepassing van artikel 31 van het Strafwetboek aan een veroordeelde opgelegd, een straf is, kan de Koning aan hem die er door getroffen werd, gratie verlenen. Het verval van rechten, gegrond op artikel 123 sexies, kan integendeel, daar het een burgerlijke maatregel is, door deze clementiemaatregel niet opgeheven worden.

Het ontwerp van wet herhaalt onder littera a, 1°, 2°, 3°, 4° en 5°, alleen de bepalingen die voorkomen onder de nrs 1°, 2°, 3°, 4° (partim) en 6° van artikel 31; hieruit volgt dat de in het nieuw artikel 123 sexies overgenomen rechten het karakter "van een maatregel van burgerlijke aard" zullen behouden, terwijl de rechten die er uitgesloten worden, enkel nog het karakter van een straf zullen hebben.

Aldus zullen degenen die tot ontzetting uit deze laatste rechten zijn veroordeeld, enkel ingevolge een gratiemaatregel ze opnieuw kunnen uitoefenen.

IV.

Littera d van het enig artikel van het ontwerp van wet spreekt de vervallenverklaring uit "van het recht om leider van een politieke vereniging te zijn". Deze woorden, overgenomen uit de besluitwet van 6 Mei 1944, artikel 2, 1°, j, zijn echter niet duidelijk.

Het verslag aan de Raad van ministers, dat deze besluitwet voorafgaat, geeft er geen commentaar over. Het ware nuttig moest de wetgever de draagwijdte van die ontzetting nader omschrijven.

.../...

V.

De Raad van State stelt voor aan het ontwerp het volgend artikel toe te voegen :

Artikel 2.-

Deze wet is van toepassing op hen die vóór de inwerkingtreding er van getroffen werden door de ontzettingen of vervallenverklaringen in het vroeger artikel 123 sexies opgesomd .

VI.

De Raad van State stelt bovendien de volgende wijzigingen voor, die geen commentaar behoeven :

1° in de titel de woorden "houdende wijziging" vervangen door "tot wijziging" ;

2° de woorden "enig artikel" vervangen door "artikel 1" ;

3° de inleiding van artikel 1 als volgt stellen :

"Artikel 123 sexies van het Strafwetboek wordt ververvangen door de volgende bepaling :

Artikel 123 sexies ... ".

- - - - - - -

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET. (signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le 1951. De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.